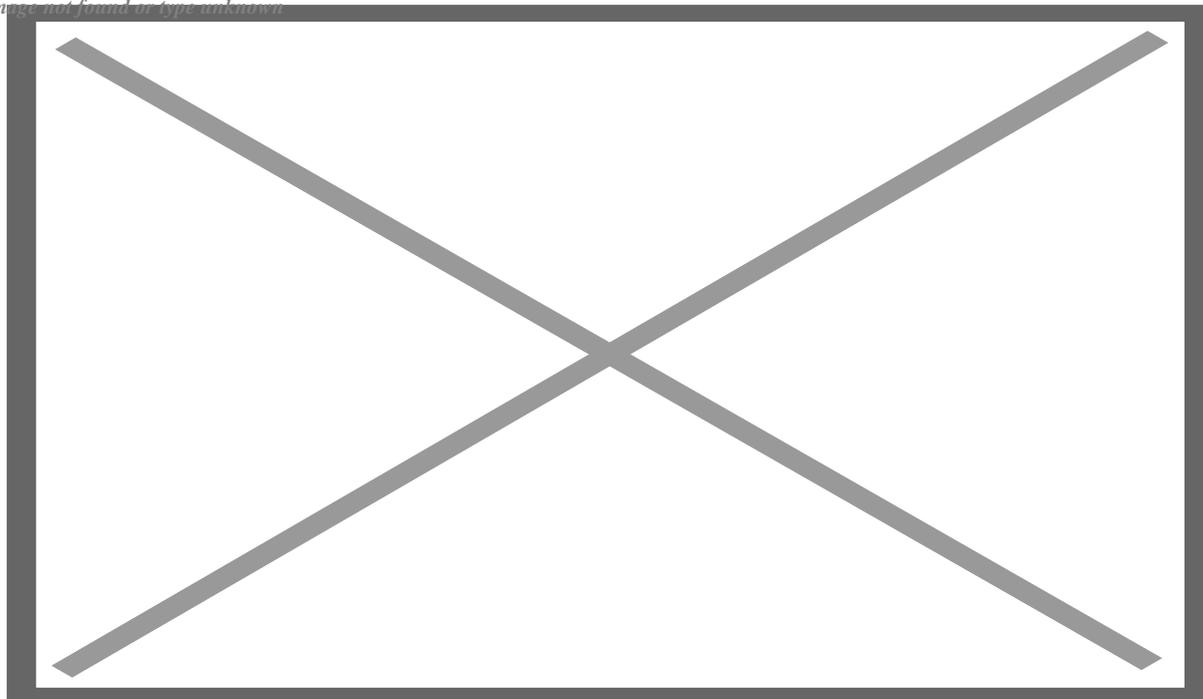


# *Paris brûle-t-il?*

---

*Image not found or type unknown*



Par Guillermo Alvarado

Depuis quelques jours, le siège annoncé par les agriculteurs français sur Paris se rapproche du gouvernement d'Emmanuel Macron et de son nouveau et jeune premier ministre, Gabriel Attal, qui cherchent à apaiser la colère de ceux qui estiment que leurs droits ont été repoussés ou oubliés.

Hier soir, une réunion a duré plus de trois heures et demie entre M. Attal et les leaders de la contestation, qui se plaignent de la baisse des revenus, des faibles pensions, des normes environnementales excessives et des effets négatifs de la concurrence étrangère.

Pendant ce temps, des centaines de tracteurs se sont dirigés vers la "Ville Lumière" et ont commencé à mettre en place huit points de blocage dans la région de l'Ile de France, où se trouve la capitale, bloquant la circulation dans les deux sens sur les principaux axes routiers.

Le "blocus de Paris" sera en place, ont-ils prévenu, pour une durée indéterminée et des mesures similaires ont été annoncées dans d'autres régions du pays, telles que Lyon, Marseille et la Bretagne.

Mais ce problème, certes sérieux, n'est pas le seul qui empêche l'Elysée de dormir, car bien d'autres fronts sont ouverts.

Quatre organisations de chauffeurs de taxi ont également appelé à la lutte pour de meilleurs revenus et ont mené la veille une opération tortue dans plusieurs villes, dont la capitale.

Ce mardi, les travailleurs de l'entreprise Électricité de France sont en grève toute la journée pour exiger que les représentants de l'entreprise s'assoient à la table des négociations sur la question des salaires.

La journée sera marquée par une baisse de la production d'énergie et par l'arrêt des travaux sur les réacteurs nucléaires en maintenance.

De leur côté, les enseignants cesseront le travail le jeudi 1er février pour réclamer de meilleurs salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, l'amélioration des conditions de travail et des revenus des accompagnateurs d'élèves handicapés.

Bien que les revendications soient pour l'instant très spécifiques à chaque secteur, personne ne peut exclure la possibilité d'une lutte coordonnée à un moment donné, ce qui mettrait le gouvernement français dans une situation très difficile.

La France est la deuxième économie la plus développée de l'Union européenne et appartient au club exclusif des puissances nucléaires mondiales. Il ne faut donc pas manquer d'être attentif à ce qui se passe dans ce pays, où la colère monte et où les autorités attendent depuis longtemps les bonnes réponses.

---

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/345858-paris-brule-t-il>



**Radio Habana Cuba**